

Références : 20221014_UIDLHL_EAR_369
Code AIOT : 0006103302

ST ETIENNE, le 14/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/10/2022

Contexte et constats

Publié sur 

FRANCE BOIS IMPREGNES

CERIZET
42210 BOISSET-LES-MONTROND

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/10/2022 dans l'établissement FRANCE BOIS IMPREGNES implanté CERIZET 42210 BOISSET-LES-MONTROND. L'inspection a été annoncée le 29/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'est déroulée en opportunité : la procédure d'autorisation environnementale du site arrivant à son terme, une inspection "sécheresse" a été conduite en suite d'une réunion sur site dédiée à l'examen du projet d'arrêté préfectoral.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FRANCE BOIS IMPREGNES
- CERIZET 42210 BOISSET-LES-MONTROND
- Code AIOT : 0006103302
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui

Le site France Bois Imprégné est spécialisé dans la fabrication de supports aériens de lignes en bois et d'une gamme de bois traités destinés à l'aménagement extérieur sous la marque commerciale « DECOVERT ». Devant la baisse significative de la fabrication des poteaux annoncée par les clients historiques à horizon 2021-2022 et pour maintenir les emplois du site, l'objectif est d'assurer la montée en puissance de la gamme DECOVERT en adaptant le matériel de traitement du bois à cette évolution.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les aménagements en cours sur le site sont spectaculaires. La nouvelle halle qui accueille les autoclaves de traitement disposera des meilleures technologies dans ce domaine d'activité.

L'exploitant devra justifier

- des dispositions prises pour le gardiennage ou la surveillance du site hors heures ouvrées
- de l'installation de dispositifs de disconnexion réglementaires sur les points de prélèvement d'eau (en particulier eau potable et eau du Puits du Hangar)

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites

administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 17/08/2004, article 4.2.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 17/08/2004, article 4.1	/	Sans objet
3	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 17/08/2004, article 4.2.1.	/	Sans objet
5	Rejets aqueux	AP de Mise en Demeure du 17/08/2004, article 4.4.1	/	Sans objet
6	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 17/08/2004, article 4.4.2 et 4.6	/	Sans objet
7	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 17/08/2004, article 4.4.3	/	Sans objet
8	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 04/05/2016	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site n'est pas un gros consommateur d'eau car les eaux de process et les eaux pluviales potentiellement polluées sont récupérées dans des bassins de décantation et ré-utilisées dans le process. L'exploitant devra cependant veiller à préserver les ressources issues des milieux naturels en cas de sécheresse.

Le point essentiel à corriger concerne les dispositifs de disconnexion sur les alimentations (eau potable, eau du Canal du Forez, Eaux souterraines via Puits Hangar).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 2 février 1998 – article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Consommations en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.
Constats : voir constat n°4
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2004, article 4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Consommations en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment, la réfrigération en circuit ouvert est interdite. La consommation d'eau est limitée à 15000 m3 par an.
Constats : absence de réfrigération en circuit ouvert La consommation d'eau sur 2021/2022 s'est élevée à $200 + 1800 + 1500 + 300 + 8000 = 11\ 800\ m^3$
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2004, article 4.2.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Alimentation en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Prélèvements Le site est alimenté en eau par le réseau public et par le réseau des agriculteurs du syndicat de la mare ainsi que par un puits.
Constats : La ressource principale du site est l'eau des bassins de décantation (eaux pluviales du réseau de drainage et eaux d'égouttage des bois traitées) : 8000 m3 sur 2021/2022 L'exploitant devra proposer sous 2 mois des solutions (réhausse du bassin de décantation, couverture partielle ou totale de ce dernier) pour ne pas prélever dans les milieux naturels (puits Hangar en particulier, Canal du Forez issu du Barrage de Grangent) en période de sécheresse.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2004, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Disconnexions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Protection des eaux L'ouvrage de prélèvement est équipé d'un dispositif de disconnection tel que réservoir de coupure, bac de disconnection, disconnecteur de pression réduite contrôlable d'un modèle agréé ; le dispositif devra assurer la protection conjointe du réseau public et de tous les points d'usage de type sanitaire de l'établissement.
Constats : Disconnexions présentes mais leur caractère réglementaire est à justifier. Si les dispositifs ne sont pas agréés, ils sont à remplacer sous 2 mois et leur contrôle/maintenance sera à assurer annuellement.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : AP du 17/08/2004, article 4.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets Eaux usées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Eaux vannes Les eaux vannes des sanitaires et des lavabos seront traitées en conformité avec les règles sanitaires en vigueur
Constats : Situation conforme
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2004, article 4.4.2 et 4.6
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tiendra à disposition de l'inspection des installations classées les justifications du volume disponible de la capacité de confinement. Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et si nécessaire après traitement approprié. Les valeurs limites de concentration des eaux rejetées sont : MEST : 30 mg/l DCO : 125 mg/l Hydrocarbures : 10 mg/l Indice Phénols: 0,3 mg/l Cu : 0,1 mg/l Cr VI : 0,1 mg/l As : 0,1 mg/l Composés organiques halogénés (en AOX) : 5 mg/l
Eaux pluviales : Nonobstant les contrôles prévus ci-dessus, une campagne de prélèvement et

d'analyse annuelle sur les eaux pluviales est effectuée par un organisme choisi en accord avec l'inspection des installations classées; les éléments à analyser sont ceux fixés au point 4.4.2 ci dessus
Constats : Conforme
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2004, article 4.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux industrielles résiduelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Il n'y aura aucun rejet d'eaux industrielles résiduelles.
Constats : Conforme
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/2016
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de restrictions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Réductions des consommations industrielles en cas de passage au niveau « crise »
Constats : Le site n'est pas un consommateur majeur de ressource en eau l'exploitant devra veiller à ne pas prélever dans le milieu naturel en période de sécheresse. Pour ce faire, il étudiera les moyens d'optimiser le stockage des eaux d'égouttage et de ruissellement, par exemple - réhausse des bassins, - couverture de ces derniers, - récupération d'eau de pluie des toitures...
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet